Indemnité aux déposants—Loi

Je ne serais pas surpris que certains déposants veuillent raconter à d'autres Canadiens ce que le gouvernement précédent leur a fait et quel serait l'effet de ces modifications. A mon avis, s'ils ne disent rien, ils veilleront à ce que les deux sièges libéraux qui restent dans l'Ouest et une série de sièges néo-démocrates disparaissent aux prochaines élections.

J'ai laissé entendre que j'avais deux bonnes raisons de prendre la parole dans ce débat.

M. Henderson: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député devrait probablement songer non seulement aux sièges qui restent dans l'ouest du Canada mais à son propre siège lorsqu'il parle des gens de Cardigan.

M. le vice-président: Le député de Cardigan (M. Binns) a la parole pour participer au débat.

M. Binns: Ces députés semblent un peu agités, à ce que je peux voir. Ils ont une bonne raison de l'être.

Si je tenais à prendre la parole cet après-midi, c'est également parce qu'il s'agit d'une question de principe. Il faut voir qui sont ces déposants. Ce sont des commissions hospitalières, des petits collèges, des petites entreprises . . .

M. Foster: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je me demande si le député se réjouit de payer 875 millions à des banques étrangères dont nous ignorons le nom alors qu'il n'y a pas le moindre sou pour les producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. Comment peut-il justifier pareille chose? C'est totalement insensé. Les producteurs obtiennent 2.5 c. pour une livre de pommes de terre qui leur revient à 4 c.

M. le vice-président: A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Cardigan poursuit le débat.

M. Binns: Monsieur le Président, le député n'ignore sans doute pas qu'au cours des 15 derniers mois, le gouvernement s'est occupé des problèmes qui se sont présentés et qu'il s'intéresse donc également à celui-là. Les producteurs de pommes de terre ne seront certainement pas oubliés.

Je disais que les commissions hospitalières, les petites entreprises, les coopératives de crédit, les organismes religieux, les œuvres de bienfaisance et les associations ethniques ainsi que bien d'autres organismes représentant les Canadiens ont subi les conséquences de la faillite de ces deux banques. Il ne faut pas oublier non plus les retraités. Je pense que de nombreux retraités ont économisé, au cours des années, de l'argent qu'ils ont investi dans ces banques afin de pouvoir le léguer à leurs enfants ou leurs petits-enfants.

[Français]

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. le vice-président: L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) invoque le Règlement.

M. Malépart: Monsieur le Président, le député vient de mentionner dans son intervention que les gens qui avaient \$60,000 et plus . . .

M. le vice-président: A l'ordre! Avec respect pour l'honorable député, je pense qu'il s'engage sur un point de débat. Alors je demanderais au député de Cardigan (M. Binns) de continuer.

[Traduction]

M. Binns: Je le répète, je sais qu'un grand nombre de déposants visés sont des personnes âgées, des gens qui ont travaillé toute leur vie et qui ont économisé afin de pouvoir léguer quelque chose à leurs familles et à leurs petits-enfants. Cela me paraît important.

M. Dingwall: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député agira peut-être honnêtement en déposant le nom des personnes âgées dont il parle.

M. le vice-président: Ce n'est pas un rappel au Règlement. Le député pourrait-il poursuivre le débat?

M. Binns: Monsieur le Président, le fait est que nous nous soucions du sort de ces personnes âgées et que nous tenons à protéger leur anonymat. Elles ont déposé de l'argent dans ces établissements et tiennent à pouvoir le léguer à leurs enfants et petits-enfants. Il n'y a aucune raison pour que tout le monde sache quel montant d'argent elles ont réussi à épargner pendant leurs années de travail.

Je ne sais pas trop pourquoi les députés de l'opposition ont insisté aujourd'hui pour savoir qui sont les Canadiens qui ont déposé de l'argent dans ces banques. Ils ne le font certainement pas dans l'intérêt de la région de l'Ouest. Il me semble souhaitable que notre parti protège le caractère confidentiel de ces renseignements. Nous devons sauvegarder ce principe en nous disant que ceux qui ont déjà dû faire des efforts pour se relever de la crise économique dans l'Ouest puis de la faillite de ces banques et de ces entreprises, ont subi suffisamment d'épreuves. Ils ont déjà été assez éprouvés.

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député. Il lui restera un peu de temps la prochaine fois que nous débaterons de cette question à la Chambre.

Comme il est 18 heures, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 heures.)